

étalages canadiens de divers genres ont été promenés ailleurs. En outre, le Canada a tenu à Toronto en 1950 sa troisième foire internationale du commerce et, en 1951, sa quatrième.

Les gouvernements fédéral et provinciaux ont encouragé les importateurs canadiens à acheter dans les zones sterling et ont aidé les hommes d'affaires du Royaume-Uni à augmenter leurs ventes au Canada, ce qui, dans plusieurs cas, a déterminé de nouveaux investissements au pays. L'industrie a prêté main-forte largement et avec empressement. A ce sujet, le *Dollar-Sterling Trade Board* et son équivalent britannique, le *Dollar Exports Board*, ont été remplacés par un nouvel organisme: le *Dollar-Sterling Trade Advisory Council* (Conseil consultatif du commerce dollar-sterling). La Commission permanente anglo-canadienne pour le commerce et les affaires économiques, créée en 1949, demeure un organisme officiel de liaison entre les deux pays. Dans un autre domaine, le Canada a institué, en avril 1950, un Comité consultatif pour les investissements outre-mer, composé d'hommes d'affaires engagés dans l'entreprise privée; le Comité a soumis, en septembre, un rapport qui est présentement à l'étude.

La première conférence du Commonwealth sur les affaires étrangères a eu lieu à Colombo (Ceylan), en janvier 1950. Des ministres de sept pays du Commonwealth y assistaient. La Conférence a créé un Comité consultatif pour le Sud et le Sud-Est de l'Asie qui, au cours de réunions subséquentes tenues à Sydney en mai et à Londres en septembre, a dressé le "Plan de Colombo". Le Plan vise à étendre à cette partie du monde une aide technique et à contribuer ainsi à son développement économique. L'administration du Plan, au Canada, relèvera de la nouvelle division du ministère du Commerce: le Service d'aide technique.

Investissements publics et mise en valeur des ressources.—Le gouvernement fédéral encourage directement et indirectement la mise en valeur des ressources et autres formes d'investissements privés. L'encouragement direct est accordé sous la forme de stimulants fiscaux, de subventions aux transports, de crédits de la Banque d'expansion industrielle et autres prêts-capital, de recherches, de services techniques et d'aide pratique de toutes sortes aux nouvelles sociétés. Le programme d'investissements du gouvernement demeure flexible afin d'assurer, d'une part, qu'il n'y aura pas concurrence injustifiée avec les investissements privés dans le domaine des ressources rares et, d'autre part, que des projets sérieux puissent être mis à exécution lorsque ce secteur a besoin d'aide. A ce sujet, on recherche aussi la collaboration des autorités provinciales et municipales afin que seuls les projets publics d'une nécessité pressante soient mis à exécution lorsque les investissements privés sont élevés et que les investissements publics puissent être augmentés à l'échelle régionale ou nationale lorsque les investissements privés menacent de fléchir.

Suivant cette ligne de conduite, la tendance, en 1950, a été d'augmenter les investissements publics en tenant compte des problèmes régionaux et locaux. L'initiative la plus remarquable à ce sujet intéressait la route transcanadienne et la construction d'habitations. Huit des dix provinces ont conclu des accords avec le gouvernement fédéral en vue de leur participation au projet de la route. Certains travaux d'aménagement sont commencés.

La situation internationale a provoqué un changement complet d'accent dans le domaine des placements et de la mise en valeur des ressources, comme on a pu le remarquer à la section précédente. Étant donné les circonstances, on a dû modifier